

REVUE DE PRESSE (DESK Afrique)

VENDREDI 22 AVRIL 2005

SOUDAN

1. Sud Soudan :

Les dirigeants de plus de 100 groupes rebelles, partis politiques et organisations religieuses du Sud du Soudan ont signé jeudi 21.04.05 un texte qui les engage formellement à soutenir sans condition l'accord de paix du 09 janvier dernier.

D'après l'accord de jeudi, les signataires ont reconnu que toutes les parties engagées depuis 21 ans dans le conflit avaient commis "*des abus*", et ont accepté de commencer "*un processus de pardon, réconciliation et de guérison mutuel*".

Les participants à la réunion ont également décidé que l'ALPS sera l'Armée du Sud du Soudan et que tous les groupes armés de la région se réuniront pour organiser le désarmement.

Par ailleurs, un comité de 40 membres sera chargé de rédiger une Constitution pour la région, comme prévu dans l'accord de paix de janvier et un autre comité suivra l'application de l'accord et des résolutions.

L'absence des milices progouvernementales à cette réunion n'est pas passée inaperçue ; les autorités soudanaises n'ont fait aucun commentaire officiel à ce sujet.

2. Darfour

- **Attaques contre des convois humanitaires :**

Le Comité International de la Croix Rouge a indiqué lundi (10.04.05) que les attaques contre les convois humanitaires dans la province soudanaise du Darfour ont augmenté ces deux dernières semaines, empêchant l'acheminement d'une aide alimentaire d'urgence.

Selon l'organisation, des assaillants non identifiés ont pillé plusieurs camions transportant des denrées essentielles pour les villageois isolés et les réfugiés. "*Ces attaques contre les convois humanitaires entravent les activités humanitaires mises en place au Darfour*", a déclaré Marco Jimenez, porte-parole de la Croix Rouge, précisant que plusieurs organisations humanitaires avaient été victimes de ces pillages. Selon lui, ces vols sont motivés par l'appât du gain plus que par des raisons politiques. Des militants des droits de l'homme affirment que les 2.000 soldats de l'Union africaine déployés dans cette région grande comme la France sont insuffisants pour prévenir les actes de violence.

- **Condamnation des violences :**

La Commission des droits de l'Homme des Nations Unies a adopté jeudi 21.04.05 une résolution condamnant les violences au Soudan, approuvant par consensus un compromis sur l'amélioration de la situation dans la région du Darfour.

Ce vote intervient après la **publication d'un rapport du Secrétaire général** des Nations unies lundi 18.04.05, dans lequel il déplore que **le gouvernement soudanais affronte toujours les groupes rebelles** dans la province du Darfour, malgré les nombreux accords qui prévoient l'arrêt des combats. Ce rapport mensuel, remis au Conseil de sécurité de l'ONU, précise que le mois de mars a vu une augmentation dans "*le banditisme, les pillages et le détournement de véhicules.*" Alors que les attaques envers les civils se réduisent, **la violence contre le personnel international a grimpé**. La région connaît un accroissement de l'activité militaire du gouvernement et de ses alliés Janjawids, mais aussi de la part des groupes rebelles.

A la mi-mars, l'ONU avait retiré ses équipes de quatre zones de l'Ouest du Darfour, en raison de menaces contre les étrangers.

Pour rappel, on estime que 180.000 personnes sont mortes au cours du conflit, débuté en février 2003 quand deux groupes rebelles non-arabes ont pris les armes contre le gouvernement arabe pour obtenir davantage de droits politiques et économiques pour les tribus africaines du Darfour. En janvier 2005, une commission d'enquête de l'ONU a conclu que des crimes contre l'humanité avaient eu lieu au Darfour et a demandé que les affaires soient portées devant la Cour Pénale Internationale, dressant une liste de 51 criminels soupçonnés, dont de hauts responsables soudanais, janjawids et rebelles.

- **Divergences de vue sur le rôle de l'OTAN au Darfour :**

Américains et Français se sont opposés jeudi 21.04.05, en marge de la réunion de l'Otan à Vilnius, **sur le rôle que pourrait jouer l'Alliance atlantique au Darfour.**

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a estimé que l'Otan devrait, si on le lui demandait, être prête à offrir une aide dans les domaines de la logistique et de la planification. **L'Union africaine**, qui a envoyé des troupes au Darfour pour superviser une trêve précaire entre le gouvernement de Khartoum et deux mouvements rebelles, n'a pour le moment fait aucune requête en ce sens.

Son homologue français, Michel Barnier, a exprimé un point de vue opposé en estimant que **l'Otan n'avait pas de rôle particulier à jouer dans cette partie du monde et qu'il appartenait aux Africains de conserver le rôle moteur dans les efforts de paix**. Pour Paris, l'Union européenne est mieux "équipée" que l'Alliance atlantique pour aider à un retour de la paix et de la stabilité dans cette région. **L'implication de l'Otan signifierait en effet une présence accrue des Etats-Unis sur un continent où la France, ancienne puissance coloniale, souhaite conserver une influence stratégique.**

Le secrétaire général de l'Otan, le Néerlandais Jaap de Hoop Scheffer, qui a également évoqué un rôle de l'Alliance au Darfour, a souligné pour sa part qu'il ne s'agissait pas de renforcer la présence physique de l'Otan sur le terrain, mais d'offrir un soutien, arguant que l'Otan « *dispose de la machine militaire de planification la plus sophistiquée au monde* ».

- **Les autorités soudanaises défendent leur politique au Darfour :**

Le ministre soudanais des Affaires étrangères Osman Ismail **a défendu** vendredi 22.04.05 lors du sommet Afrique-Asie à Djakarta, **la politique de Khartoum dans la province troublée du Darfour et a exclu de livrer des suspects de crime de guerre à la Cour pénale internationale (CPI).**

Devant les dirigeants réunis lors du sommet qui s'est ouvert pour deux jours à Djakarta, Osman Ismail a démenti que les "*violences intertribales*" au Darfour équivalent à un génocide et défendu l'envoi de

forces de sécurité gouvernementales dans la région : *"le gouvernement du Soudan a le devoir de répondre à la fois à la rébellion et à l'effondrement consécutif de l'ordre dans certaines parties du Darfour". "Il y a désormais des patrouilles frontalières communes des forces de sécurité tchadiennes et soudanaises. Ces patrouilles sont une avancée majeure pour assurer la protection et la sécurité de la population dans la région".*

Fièvre de Marburg :

L'épidémie de fièvre hémorragique de Marburg, qui a déjà fait 235 morts en Angola, n'est pas encore sous contrôle et à Uige, province la plus touchée dans le nord du pays, le nombre de cas continue à augmenter, selon le porte-parole de l'équipe de l'OMS présente sur place.

Ce dernier a précisé qu'il y avait encore *« des soucis de sécurité »*. *« Des gens ont à nouveau jeté des pierres hier (dimanche 17.04.05) contre les équipes qui vont sur le terrain »* pour détecter et prendre en charge les malades et les décès suspects.

M. Daigle a néanmoins souligné que **la mobilisation sociale avait été renforcée** afin d'informer la population de Uige sur l'épidémie de Marburg et sur les moyens de s'en protéger en appliquant des règles d'hygiène de base et en évitant de toucher tout malade suspect.

Une "Chanson de Marburg" a été créée par un trio de musiciens de Uige à l'initiative d'anthropologues travaillant sur place pour l'OMS, afin de renforcer la mobilisation de la population dans la lutte contre le virus. Elle est diffusée à la radio et par hauts parleurs sur des camions.

Selon le dernier bilan officiel communiqué dimanche 17.04.05 au soir, Marburg a fait 235 morts en Angola, depuis le début en octobre 2004 de cette épidémie qui a débuté dans la section pédiatrique de l'hôpital provincial de Uige et s'est aggravée ces dernières semaines.

Ce virus rare et peu connu -découvert en 1967 après la contamination d'employés d'un laboratoire de la ville allemande du même nom par des singes verts d'Ouganda- n'a été identifié en Angola que le 22 mars 2005 après analyses au Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta (Etats-Unis).

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Embargo sur les armes :

Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité lundi 18.04.05 **l'extension de l'embargo sur les armes en RDC**. La résolution souligne l'inquiétude du Conseil de sécurité face à la présence de groupes armés et milices dans l'est du pays, en particulier dans les provinces du Nord et du Sud Kivu et la province d'Ituri.

NIGER

- **Apaisement social :**

La Coalition contre la vie chère qui regroupe une trentaine d'associations de consommateurs, de défense des droits de l'homme et des syndicats de travailleurs, a fini par obtenir, au bout d'un mois de mouvements sociaux, gain de cause. **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19%** objet du conflit, **a été revue et corrigée**. Les concessions faites de part et d'autre ont abouti à la signature d'un accord en dix points qui précise les champs d'application de la TVA. La Coalition contre la vie chère au Niger a

donc annoncé mardi 19.04.05 qu'elle acceptait la décision du gouvernement de supprimer la TVA pour quatre produits de première nécessité sur cinq.

La structure va toutefois exiger *«la mise en place d'un Comité de suivi pour veiller à l'exécution des mesures qui seront issues de négociations»*.

Les quatre denrées de consommation courante qui ne seront plus soumises à la TVA sont : la farine de blé, le lait ainsi que les tranches sociales d'eau et d'électricité. La TVA de 19% reste applicable au sucre.

La Coalition contre la vie chère a également obtenu du gouvernement nigérien qu'il prenne des mesures d'accompagnement des nouvelles dispositions en faisant des économies sur le train de vie de l'Etat. Les fonds alloués au chef de l'Etat, au Premier ministre, le traitement des ministres et des députés devront faire l'objet de restriction *«pour des économies conséquentes»*.

Le gouvernement nigérien et la Coalition contre la vie chère au Niger avaient entamé vendredi 15.04.05 des discussions dans le cadre du Comité de réflexion, composé de représentants du gouvernement, de la coalition, des partis politiques, du monde économique et syndical.

Une nouvelle séance de travail doit réunir le Comité de réflexion mardi 26.04.05 à la mi-journée.

- **Impact radiologique des mines d'uranium sur les populations :**

L'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a publié jeudi 21.04.05 un **rapport sur l'impact radiologique des mines d'uranium nigériennes sur les populations**.

Cet organisme public de recherche et d'expertise sur la radioactivité a effectué une mission de quatre jours en mai 2004, à la demande d'Areva, **sur les sites exploités par le groupe nucléaire français à Arlit, dans le nord du Niger**.

En effet, une **vive controverse** oppose depuis plusieurs mois Areva, numéro un mondial du nucléaire civil, qui exploite dans cette région deux gisements de minerai d'uranium, à plusieurs petites ONG nigériennes, appuyées par des associations anti-nucléaires françaises.

L'IRSN estime que l'impact radiologique des mines d'uranium nigériennes sur les populations reste, dans la majorité des cas, dans les normes françaises. Certains habitants, dans la ville d'Akokan, sont toutefois exposés à des doses dépassant 1 mSv/an (limite fixée par la réglementation française pour l'exposition du public) indique l'IRSN qui demande *"une campagne de mesures plus complètes"* et *"des mesures pour limiter l'exposition des populations concernées"*. Même si l'IRSN estime que *"le réseau de surveillance"* est *"globalement cohérent avec les standards appliqués en France"*, **l'Institut demande toutefois quelques améliorations: suivi spécifique de l'exposition des enfants, surveillance de certains groupes travaillant à proximité des installations, meilleur suivi de la dispersion de la radioactivité sous l'effet du vent.**

TOGO : présidentielles

- **Un climat de tensions :**

La campagne électorale pour le scrutin présidentiel de dimanche 24 avril se déroule dans un climat de plus en plus tendu.

Plus on avance vers la date de l'élection présidentielle de dimanche prochain, plus **la tension est vive**. Dans un rapport publié sur Internet, la Ligue togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) fait état de *"deux cas de décès et 70 blessés environ dont certains dans un état critique"*, à la suite de violents heurts le week-end dernier dans divers quartiers de Lomé et dans certaines localités de la sous-préfecture de Kévé. De son côté, l'opposition annonce sept morts. Les autorités togolaises, d'elles, démentent toute "mort d'homme".

Depuis le début de la campagne électorale, les militants de l'opposition et ceux du parti au pouvoir (le RPT, Rassemblement du peuple togolais) n'arrêtent pas de s'entredéchirer. Ce qui fait craindre le pire pour le déroulement même du scrutin.

Le gouvernement accuse l'opposition de vouloir occuper la rue et provoquer des incidents pour obtenir un report du scrutin. Faure Gnassingbé a lancé un appel au calme et a condamné les actes de violence, quelle que soit leur origine. Par ailleurs, les autorités congolaises viennent d'annoncer que l'élection présidentielle au Togo aura lieu dimanche comme "prévu" et que **le ministre de l'Intérieur François Esso Boko, qui avait demandé dans la nuit de jeudi 21 à vendredi 22 avril la suspension du "processus électoral suicidaire", a été limogé.** M. Esso Boko, avait demandé, outre la suspension de l'élection présidentielle, la mise en place d'une transition avec un Premier ministre issu de l'opposition pour apaiser la tension dans le pays à 48 heures du scrutin présidentiel du 24 avril.

Par ailleurs, les autorités assurent que *"les forces de l'ordre et de sécurité ont pris les mesures nécessaires pour que l'élection présidentielle se déroule dans le calme et la sérénité. L'ordre public sera maintenu"*.

- **La Communauté Internationale interpellée :**

Cette situation préoccupe la communauté internationale, qui suit de près le processus démocratique. Le président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le chef de l'Etat nigérian Mamadou Tandja, a convoqué à Niamey les quatre candidats à la présidentielle pour les appeler à *"prendre leurs responsabilités et revenir à la raison afin que le processus soit conduit à bon terme"*, selon un porte-parole de la présidence nigérienne.

La rencontre a été boycottée par la coalition des six partis de l'opposition, qui réclame un report de l'élection. *"Sans ce report, pas question d'aller à Niamey"*, a déclaré le coordinateur de ce mouvement, lors d'une conférence de presse. Yawovi Agboyibo a évoqué *"une situation de crise avancée"* qui, selon lui, ne nécessite pas quelques heures de négociations, mais deux ou trois jours, voire une semaine. *"Tout le monde connaît la cause de cette dégradation : c'est la mauvaise révision des listes électorales"*, observe Jean-Pierre Fabre, représentant de l'Union des forces pour le changement (UFC), principale formation de l'opposition.

Pour un responsable de l'opposition, la communauté internationale est en train de se rendre complice d'une élection truquée d'avance. *«La CEDEAO, assure-t-il, a sacrifié les principes démocratiques sur l'autel de la realpolitik.»* Les jeunes militants font circuler dans les quartiers réputés proches de l'opposition des tracts signés des «jeunes patriotes» appelant la jeunesse à empêcher *«de RPT, la CEDEAO et la France de faire aboutir leur complot contre notre pays»*. La montée des périls est si visible que la communauté internationale tire la sonnette d'alarme.

Les mises en garde des États-Unis, de la France et de la CEDEAO, les craintes exprimées par les églises et les appels au calme du gouvernement suffiront-ils à empêcher la violence latente d'éclater ? Beaucoup de Togolais rêvent d'un jeu politique apaisé et ouvert comme cela se pratique chez les voisins béninois ou ghanéens. Encore faudrait-il que la classe politique togolaise arrive à surmonter trente-huit années de méfiance et de soupçon.

BURUNDI

Un sommet régional des chefs d'Etat sur le Burundi doit se tenir vendredi 22.04.05 en Ouganda pour **décider d'une prolongation de la transition qui se termine le 22 avril et pour entériner le nouveau calendrier électoral**. Le calendrier électoral au Burundi sera donc soumis vendredi, avant sa publication, aux chefs d'Etat de la région.

Aucune des six élections (communales, législatives, présidentielle), qui devaient être organisées avant la fin de la transition, n'a eu lieu dans les délais prévus. La prolongation de cette période intérimaire semble donc inéluctable.

Selon des sources concordantes burundaises, la Ceni envisagerait l'élection présidentielle, pour le 11 août 2005. Mais le chef de l'Etat ougandais Yoweri Museveni, président de l'initiative régionale de paix pour le Burundi, et le vice-président sud-africain Jacob Zuma, chef de la médiation dans le conflit au Burundi, seraient contre cette date et pour une prolongation de la transition qui n'excède pas la fin juin 2005 selon la Ceni.

Le G8 divisé sur l'aide aux pays pauvres :

Une réunion du **G8, de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International** s'est tenue les 16 et 17 avril 2005 à Washington. Les ONG attendaient de cette réunion du G8 **une position commune sur l'aide à apporter aux nations pauvres mais surtout sur l'effacement de leur dette**. Mais, comme l'on pouvait s'y attendre, les sept pays les plus industrialisés sont restés divisés sur ces questions et n'ont pris **aucune décision concrète**.

Les discussions ont porté, selon eux sur *«une analyse au cas par cas des pays pauvres très endettés (PPTÉ), sur la base de notre volonté d'apporter jusqu'à 100% de réduction de la dette des pays PPTÉ auprès de la Banque mondiale et du Fonds africain, sans réduire les ressources disponibles pour les pays les plus pauvres par le biais de ces deux institutions»*.

Malgré ces sempiternelles déclarations de bonne volonté, il n'y a eu aucune amélioration dans la recherche de solution sur ces questions. Il semble donc difficile que les dirigeants des Etats-Unis, du Canada, d'Allemagne, de France, du Japon, du Royaume-Uni, d'Italie et de Russie puissent présenter des options concrètes lors de leur sommet début juillet. La Grande-Bretagne, qui préside le G8, espère qu'il y sera lancé un ambitieux «plan Marshall pour l'Afrique».

Côté français, on s'est contenté de se féliciter de la prise de conscience par tous de la nécessité de trouver des ressources additionnelles pour que la planète compte deux fois moins de pauvres en 2015, comme le prévoit le premier des huit objectifs du Millénaire adoptés en 2000 par l'Onu. Mais il ne suffit pas de déclarer, reste à savoir comment s'y prendre.

L'Allemagne, elle, a pressé pour l'imposition de taxes sur les billets d'avion et le kérosène, initiative partagée avec la France. Le ministre allemand des Finances a même estimé que cela était réalisable dans les six mois, à condition d'avoir *«la volonté politique de le faire»*. C'est précisément là que le bât blesse : le commissaire européen a précisé que *«nous n'avons pas d'accord au niveau européen, ni à celui du G8.»*

Selon lui, on a toutefois pu percevoir *«une attitude plus positive»* sur certaines autres propositions, comme la possibilité de lancer une campagne de vaccination pilote en Afrique grâce à une **Facilité**

financière internationale (IFF). L'IFF est l'une des propositions phares de la Grande-Bretagne, présidente en exercice du G7/G8. Elle consiste pour les pays riches à s'engager en garantissant des emprunts contractés par les pays pauvres, et fait partie des idées avancées pour augmenter les ressources de la lutte contre la pauvreté.